



Mairie de Blaye (33390)

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept le 7 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 31 octobre 2017, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme HOLGADO, M. GABARD, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme LANDAIS, M. CAVALEIRO, M. CASTETS, M. INOCENCIO, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme QUERAL à M. BODIN, M. MONMARCHON à Mme SARRAUTE, Mme LUCKHAUS à M. BALDES

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. GEDON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 24

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

5 – SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS - ATTRIBUTION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 21 mars dernier, le conseil municipal a octroyé une subvention d'un montant de 2 200€ à l'association « des commerçants, artisans, industriels et professions libérales du Canton de Blaye » (ACAIPLCB) au lieu des 4 200 € demandés compte tenu des documents fournis.

En effet, la ville ne disposait d'aucun élément relatif à l'organisation du marché de Noël programmé les 8, 9 et 10 décembre prochain.

Le 24 octobre 2017, l'association a fourni le budget prévisionnel de l'évènement ainsi que le bilan 2016 justifiant la demande supplémentaire de 2 000 €.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser M. le Maire à attribuer une subvention de 2 000€ à l'ACAIPLCB.

La dépense est prévue à l'article 6574 du budget de la commune.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 30 octobre 2017 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 09/11/17

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20171107-53444-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK